

Les monarchies pétrolières

Le Moyen-Orient est une région stratégique qui dispose d'une grande partie des ressources mondiales en hydrocarbures. Les monarchies pétrolières (Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) ont par conséquent une économie qui repose principalement sur la rente pétrolière. La forte baisse actuelle du prix du baril va accélérer la réorientation économique que certaines de ces monarchies ont déjà commencé à mettre en œuvre.

Dans les années 1960, les revenus des hydrocarbures ont permis d'accompagner le développement économique des États du Moyen-Orient grâce à la redistribution de la rente pétrolière. Avec le contre-choc pétrolier des années 1990, ces pays ont dû développer le secteur privé et investir sur les marchés étrangers. Le Conseil de coopération du Golfe, structure à but politico-économique, a alors été créé. Les monarchies pétrolières, membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), constituent une véritable force géopolitique grâce à leur puissance pétrolière. Mais leur économie apparaît souvent dysfonctionnelle.

Les effets pervers de la rente pétrolière

– *Le développement du clientélisme et des inégalités sociales*

On a longtemps considéré que l'État rentier possédait une autonomie budgétaire qui le dispensait de faire des compromis avec les différentes classes sociales. Or, la rente a conduit au développement de relations « malsaines » entre les sphères politique et économique.

L'État redistribue sa rente pétrolière aux groupes sociaux dont il a besoin pour sa survie politique, la bourgeoisie pétrolière : la famille royale et les marchands en Arabie Saoudite, les marchands et les fondations religieuses en Iran... Cette politique du clientélisme pervertit les finances publiques. Cela provoque un déficit, accompagné parfois d'une forte inflation à cause des dépenses « cachées », dites quasi-budgétaires, qui créent à terme des inégalités en matière de revenus, selon les populations et les régions.

– *Les déséquilibres économiques*

Dans ces pays, la dépendance de l'économie à la rente pétrolière a créé une grande instabilité macro-économique. En effet, si la hausse du prix du pétrole soutient la croissance en favorisant les exportations et les dépenses budgétaires, et en améliorant la balance courante, la baisse des prix a l'effet inverse. Par ailleurs, l'économie, qui se recycle en interne, est dysfonctionnelle. Grâce à sa rente, l'État réalise des investissements directs, notamment dans l'industrie. Mais les entreprises nationales sont en général trop peu nombreuses et sous-

compétitives car elles manquent de capitaux. Elles sont dépendantes des importations en biens d'équipement et manquent d'ambition dans la mesure où elles sont protégées de la concurrence par l'État. Le système fiscal et bancaire est, quant à lui, inefficace, d'autant plus qu'il n'y a pas de collecte d'épargne pour proposer des crédits. Certaines monarchies ont longtemps consommé la modernité sans la produire, et, malgré leur richesse, n'ont pas su créer suffisamment de croissance et d'emplois.

Vers une économie moderne

Certaines monarchies pétrolières ont su réorganiser les sphères politique et économique pour trouver une harmonie.

– *Une nouvelle gestion de la rente pétrolière*

La création d'un fonds de stabilisation pour le pétrole ou pour la privatisation des industries pétrolières a instauré des mesures qui sont apparues inefficaces à cause du manque de transparence des politiques économiques. Pour gérer la rente pétrolière, une politique budgétaire prudente, rigoureuse, limpide et privilégiant le long terme est en effet nécessaire. Anticiper au plus juste sur les prix du pétrole reste la meilleure solution pour maîtriser les budgets, à l'exemple des politiques menées à Abou Dhabi, au Koweït ou en Iran. Cette nouvelle gestion doit intégrer des compromis avec les classes privilégiées, souvent réticentes au changement.

– *La diversification de l'économie*

Pour devenir une véritable économie moderne et préparer le Golfe de l'après-pétrole, il est nécessaire de favoriser l'émergence d'une autre voie compétitive dans plusieurs secteurs. Les Émirats arabes unis (EAU), même s'ils disposent d'une situation particulièrement favorable et d'une population faible, sont un bon exemple de réussite dans ce domaine. Le fonds souverain d'Abou Dhabi lui permet de financer de nombreux projets, notamment dans les domaines de la recherche d'énergies de substitution décarbonées (projet d'une éco-ville) et du développement culturel, comme la fondation d'un musée avec l'aide des musées français (Louvre Abou Dhabi). Dubaï s'est spécialisé dans le tourisme et dans le commerce.

Les bases macro-économiques des monarchies pétrolières sont des éléments qui devraient leur permettre de faire face aux conséquences d'un environnement économique moins favorable, à la condition que de nouvelles secousses fortes sur le prix du pétrole ne se multiplient pas.

Sous la haute direction de madame Denise Flouzat, recteur d'académie, professeur des universités et ancien membre du Conseil de politique monétaire de la Banque de France

Adjudant Fanny Boyer
Rédactrice au CESA